



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des relations avec
les collectivités territoriales
et des affaires juridiques**

Arrêté n°21-DRCTAJ/1- 452

portant mise en demeure à l'encontre de la société Gautier France, pour les installations
qu'elle exploite à Chantonay
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article 62.IV ;

Vu l'arrêté n°13-DRCTAJ/1-127 du 7 mars 2013 autorisant les installations exploitées par la société Gautier France à Chantonay ;

Vu le rapport, daté du 3 mai 2021, relatif à une campagne de mesures effectuée par la société Socotec, du 7 au 8 avril 2021, portant notamment sur les rejets atmosphériques de la chaudière Babcock, exploitée par la société Gautier France, sur son site de Chantonay ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 7 juin 2021 ;

Vu le courrier du 7 juin 2021, transmettant le projet d'arrêté à l'exploitant, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 10 juin 2021, sollicitant un délai supplémentaire pour réaliser la mise en conformité de ses installations ;

Vu la réponse de l'inspection des installations classées du 21 juin 2021, maintenant la proposition de mise en demeure ;

Vu les observations émises par le directeur général de la SAS GAUTIER FRANCE, par courrier daté du 6 juillet 2021, indiquant en action de court terme une meilleure sélection du combustible alimentant la chaudière par une caractérisation du combustible et des analyses et le lancement d'une étude de faisabilité technico-économique dont les conclusions devraient être remises sous 6 mois pour identifier la meilleure technologie, chaudière ou gazéification qui permettra à terme d'alimenter en chaleur le process panneau, tout en continuant la valorisation énergétique du bois B ;

Considérant que le rapport de mesures susvisé met en évidence un dépassement important de la valeur limite d'émission de dioxines et furanes, fixée au IV de l'article 62 de l'arrêté du 3 août 2018 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société Gautier France de se mettre en conformité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code ;

ARRÊTE

Article 1. Mise en demeure

La société Gautier France, dont le siège social est situé au 19, rue Georges Clémenceau - 85510 Le Boupère, pour les installations qu'elle exploite en zone d'activité Les Trois Pigeons - 85110 Chantonay, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté, pour les rejets de sa chaudière Babcock, les dispositions du IV de l'article 62 de l'arrêté du 3 août 2018 susvisé, rédigées comme suit :

« Pour les appareils de combustion utilisant un combustible solide, la valeur limite d'émission en dioxines et furanes est de 0,1 ng I-TEQ/Nm³. »

Article 2. Respect de la mise en demeure

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, **dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

En l'occurrence, l'exploitant justifie le respect de cette valeur limite d'émission par les résultats d'une campagne de mesures réalisée par un organisme de contrôle agréé.

Article 3. Dispositions pénales

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes peut être saisi par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Chantonnay et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture (pôle environnement – section installations classées).

Article 4.3. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société Gautier France, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à la Roche sur Yon, le 13 juillet 2021

Le préfet,
Pour le préfet,
La secrétaire générale,

Anne TAGAND

Arrêté n°21-DRCTAJ/1- 452
portant mise en demeure à l'encontre de la société Gautier France, pour les installations qu'elle exploite à Chantonnay

